

transports, qu'une occasion d'enquête s'offre manifestement au comité. Je suis convaincu que le ministre des Transports la saisira.

\* \* \*

• (1450)

## L'ESPACE

### LE PROJET AMÉRICAIN DE STATION SPATIALE—L'UTILISATION POSSIBLE À DES FINS MILITAIRES

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, je veux adresser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le secrétaire américain à la Défense, M. Weinberger, a déclaré que le projet américain de station spatiale à la réalisation duquel le Canada a convenu de participer devra permettre aux États-Unis de «se réserver le droit explicite de mener des activités relatives à la sécurité nationale sur les éléments américains de la station spatiale sans devoir consulter d'autres pays ou obtenir leur consentement». Étant donné qu'on préconise ainsi de se servir de la station spatiale pour mettre au point le programme de la guerre des étoiles, comment le Canada peut-il continuer d'appuyer le projet et respecter en même temps l'engagement du gouvernement d'appuyer seulement des recherches pacifiques dans l'espace?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je suis heureux qu'on me pose la question. Comme le député le signale à juste titre, c'est là la position de M. Weinberger. Ce n'est pas encore la position du gouvernement des États-Unis. J'ai précisé à plusieurs reprises, et je suis heureux de le répéter ici aujourd'hui, que le Canada a conclu cet accord assorti d'une série de conditions précises. Nous comptons respecter cet accord si les conditions en question sont respectées.

### LA POLITIQUE CANADIENNE

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, des études effectuées sous les auspices du ministère de la Défense des États-Unis et de l'armée américaine révèlent que la station spatiale pourrait servir de dépôt de ravitaillement pour les armes utilisées dans la guerre des étoiles, de zone de relais pour la coordination des combats et de poste de service pour réparer les armes. Pourquoi le gouvernement a-t-il axé tous ses efforts de recherche spatiale dans une installation que les Américains utiliseront évidemment à un moment donné à des fins militaires? Le gouvernement ne devrait-il pas se retirer d'un projet qui sera inévitablement utilisé à des fins militaires?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, les gouvernements et même les députés ne devraient jamais se laisser aveugler par leurs partis pris aveugles quand ils prennent des décisions de principe ou quand ils s'expriment en présence du président des États-Unis lorsque ce dernier est l'invité de la Chambre des communes du

Canada. C'était, soit dit en passant, un affront infligé aux Canadiens plutôt qu'au président des États-Unis.

La réponse à la question du député est que nous avons fait nettement comprendre aux Américains que nous comptons que l'on s'en tiendra aux objectifs initialement assignés au programme de station spatiale. Telle est notre position. Je suis fort heureux d'avoir eu l'occasion de la répéter ici à la Chambre des communes aujourd'hui.

### LA PARTICIPATION DU CANADA—L'UTILISATION DE LA STATION À DES FINS PACIFIQUES

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount):** Monsieur le Président, je voudrais donner au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une nouvelle occasion de le répéter. Le secrétaire à la Défense, M. Weinberger faisait partie de l'entourage du président, lundi. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a-t-il profité de l'occasion que lui offrait la présence de M. Shultz et de M. Weinberger pour vérifier si les États-Unis sont prêts à accepter la condition que le Canada pose à sa participation, soit que la station spatiale serve uniquement à des fins pacifiques?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, j'ai certainement profité de l'occasion pour expliquer la position du gouvernement du Canada directement au ministre compétent du gouvernement des États-Unis, comme je l'ai fait publiquement.

**M. Johnston:** Comme question supplémentaire, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dira-t-il qui était le ministre compétent? Était-ce M. Weinberger, M. Shultz ou les deux?

### L'AVENIR DU PROGRAMME SPATIAL

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount):** Pour aller encore plus loin, je dirais qu'il nous faut une échéance précise, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en conviendra, parce qu'on a saigné de 800 millions de dollars d'autres activités scientifiques très importantes effectuées au Canada pour financer ce programme. Toutes les circonscriptions qui ont besoin de cet argent ont sûrement le droit de savoir si ce programme se réalisera et si la station spatiale servira à des fins pacifiques.

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, nous voudrions avoir une réponse aussitôt que possible. J'ai expliqué cette position à plusieurs reprises. Je n'ai pas l'intention de prendre parti dans les disputes internes du gouvernement américain. Cela regarde le gouvernement américain. Nous avons exposé la position du Canada.

Parce que le député était membre du gouvernement qui a conclu l'accord original avec les Américains, il sait que cet accord prévoit des activités de défense, de recherche et de sauvetage, de surveillance, de vérification et ainsi de suite. Nous voulons que la station spatiale soit réservée aux fins prévues à l'origine.